

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU COMITÉ D'ENTREPRISE EUROPÉEN D'ARCELORMITTAL

PROCESSUS D'INFORMATION ET DE CONSULTATION SUR LA DÉLOCALISATION DES FONCTIONS SUPPORT

Suite à la présentation du projet d'ArcelorMittal de délocaliser des fonctions support en Europe vers un centre de services partagés créé à cet effet en Inde, qui devrait supprimer des centaines d'emplois, soit près de 30% des effectifs actuels des fonctions support dans les différents sites européens, le Comité d'entreprise européen tient à dénoncer le manque d'information et de transparence de la direction d'ArcelorMittal, qui nous prive des informations les plus élémentaires pour nous permettre de donner un avis fondé sur la rationalité de ce projet.

La direction de l'entreprise n'a présenté aucune information sur le coût total de ce projet, ni sur les avantages du déplacement de ces fonctions à des milliers de kilomètres des centres de production européens. Elle n'a pas non plus présenté d'analyse sérieuse des risques inhérents à la délocalisation de ces services ni de son impact sur le développement de la production européenne, qui pourrait être gravement affectée par l'éloignement de fonctions de support fondamentales pour notre activité de production.

Le seul argument commercial avancé jusqu'à présent est la différence de salaire entre l'Europe et l'Inde, ce qui est un exercice de cynisme de la part de la direction, qui prétend défendre des valeurs telles que la santé et la sécurité, le respect de l'environnement et les meilleures pratiques en termes de développement personnel et professionnel, alors que nous sommes tous conscients de l'énorme différence qui existe sur ces questions fondamentales dans nos installations, résultat d'années de lutte.

Il semble que nous soyons confrontés à un changement de stratégie commerciale, qui conduira à l'élimination progressive de nos capacités de production, qui font actuellement défaut en Europe, et dont ce processus de délocalisation n'est que la première étape.

Ce comité d'entreprise européen tient à dénoncer l'hypocrisie et le manque de loyauté de la part de la direction d'ArcelorMittal qui, d'une part, exige des autorités européennes un soutien économique toujours plus exorbitant et, d'autre part, présente un projet de délocalisation qui risque à terme de supprimer des centaines d'emplois en Europe.

Nous exigeons clairement et catégoriquement que la direction d'ArcelorMittal soumette immédiatement les informations demandées par les membres du Comité d'entreprise européen, qui permettront une analyse correcte de ce projet, afin de respecter les prérogatives qui nous sont reconnues.

